



Macron a formé son quinze, jetons-nous dans la mêlée !

C'est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, Premier ministre. Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins de la grande bourgeoisie

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « marre » des « paquets d'heures non sérieusement remplacés » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, établissement privé d'élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. Oudéa-Castéra n'est pas une inconnue des milieux d'affaires, puisqu'elle a été conseillère du directeur général d'AXA et a pour conjoint le président de Sanofi.

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive », « recel d'abus de pouvoir » et « trafic d'influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux. Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquelles mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « son premier combat ». Les prix alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %.

Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « perdu » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires. Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros.

Mettre le bazar dans leurs projets !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier. La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meulan-Les Mureaux (Yvelines) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches. Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 13 janvier. Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont près d'une dizaine de milliers à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu'il le faudra !

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :



Les bugs de la direction

À la traction, on est encore quelques conducteurs à refuser de prendre nos tablettes en réponse à la mise en place des logiciels Self-Service/Orion qui ont complètement désorganisé notre travail.

Et quand l'un d'entre nous a demandé à nos dirigeants d'être cohérents et de nous dire clairement si on avait le droit de ne pas la prendre, ils se sont sentis pousser des ailes : « Suspension des habilitations ! Journées supprimées ! Tu ne peux plus conduire ! », et rendez-vous avec la direction dans les bureaux...

La nouvelle a vite fait le tour et on s'est dit que la meilleure réponse était d'aller à ce rendez-vous avec notre collègue puisque nous étions aussi dans son cas. Mais une fois dans les bureaux, rétropédalage de la direction : plus personne n'avait rien dit, c'était une erreur, il n'y aura pas de suspension ... sans que personne ne soit capable de l'écrire non plus !

Après ce bug de notre direction, nos tablettes restent dans les cartons. Il faudra qu'elle trouve la place d'y caler Self-Service/Orion si on s'y met toutes et tous.

Dans les ateliers : on veut notre oseille

Mardi 9 janvier, des centaines de cheminots ont débrayé simultanément dans plusieurs technicentres TGV du pays à l'appel de SUD-Rail pour revendiquer des augmentations de salaire.

Les débrayages ont été massifs et le mouvement se propage à d'autres ateliers. Mercredi 17 janvier, une centaine d'agents du Val Notre-Dame, l'atelier d'Argenteuil, ont débrayé pour les mêmes raisons. Ce n'est pas un hasard : l'inflation ronge les salaires partout et nous sommes nombreux à avoir conscience qu'il faudra additionner nos forces à travers le pays pour décrocher de vraies augmentations.

Bien des agents des ateliers ont voté en Assemblée Générale la grève reconductible à compter du 06 février : contrairement aux apparences, l'hiver sera chaud !

Comité olympique... de grève ?

Grève ou pas grève pendant les JO ? L'occasion de frapper fort ? Sans doute, mais comme tous les autres jours où c'est notre travail qui fait fonctionner la société. Quoi qu'il en soit, si nous voulons nous faire entendre, le spectre d'une grève aux JO ne doit pas empêcher d'agir dès maintenant, à l'instar des collègues des ateliers !

Car JO ou pas, il faut s'organiser pour de vrai, par la base, si nous voulons décider de quand et comment faire grève pour défendre nos intérêts.

À Nice, les salades des dirigeants SNCF ne passent plus

En plus de l'inflation que ne compensent même pas les dernières augmentations salariales au rabais, les cheminotes et cheminots de la région de Nice sont confrontés, via l'ouverture à la concurrence, aux menaces de baisses de rémunération et de dégradations de leurs conditions de travail.

Les agents de conduite ont fait deux jours de grève (suivie de manière très majoritaire) puis deux jours de dépôts de sac, tout aussi majoritaires. La direction croit s'en être tirée en faisant le dos rond et en lâchant une prime en une fois de 150 euros ? Elle aurait tort de penser que la colère et la détermination qui se sont exprimées vont en rester là.

L'heure des comptes

L'année 2023 vous a laissé un goût de fatigue ? Vérifiez vos compteurs de repos ! Les directions, particulièrement à l'aiguillage, peinent à accorder aux agents de réserve le nombre de repos et de repos doubles minimaux à l'année. À la traction, la possibilité de se faire payer ses RM (repos issus de la loi des 35 heures) est devenue une incitation, puis quasiment une contrainte. Avec le sous-effectif qui touche tous les services, avoir tous ses repos est devenu un combat... qu'il faut mener tous ensemble.

Nous, on veut gagner plus sans travailler plus et pas passer sa vie au boulot pour la gagner !

Contre la loi Darmanin-Le Pen, réunion-débat du NPA : mardi 23 janvier à 19h30

La loi Darmanin-Le Pen cherche à inscrire « la préférence nationale » dans le marbre des institutions et comporte une bonne partie du programme que le RN défend depuis des années. Cette politique de division des travailleurs entre « nationaux » et immigrés, pour mieux nous exploiter toutes et tous, arrange bien le patronat. Le combat contre le racisme doit être notre combat à tous ! **Comment lutter contre les lois racistes et la montée des idées réactionnaires ? Rendez-vous le mardi 23 janvier à l'AGECA (177 rue de Charonne, métro Alexandre Dumas) pour en discuter avec des militants du NPA.**

.....
Ce bulletin t'a plu ? Fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

